

REPUBLIQUE FRANCAISE – DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT DE PONTOISE
VILLE D'OSNY

DECISION N° : 185.07.2024

OBJET : Mise à disposition d'équipements sportifs aux associations pour la saison 2024-2025.

Le MAIRE D'OSNY,

VU le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2144-3, L.2122-21 et L.2122-22,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, portant délégation d'une partie de ses attributions au maire conformément à l'article L.2122-22 du C.G.C.T,

Considérant les demandes de pouvoir bénéficier d'une mise à disposition d'équipements sportifs des associations pour y exercer leurs activités sportives pour la saison 2024-2025,

Considérant que les locaux communaux peuvent être utilisés par les associations qui en font la demande,

Considérant que le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public,

Considérant que ces mises à disposition sont à titre gracieux,

VU le modèle de convention ci-annexé,

Considérant la volonté de la commune d'Osny de soutenir la vie associative par la mise à disposition d'équipements sportifs,

Article 1 :

DECIDE de signer des conventions de mise à disposition d'équipements sportifs avec les associations mentionnées au tableau suivant :

ASSOCIATION	PRESIDENCE	SIEGE SOCIAL	CP	VILLE	EQUIPEMENTS MIS A DISPOSITION
ASO GYM'TONIK	Mme Suzanne COUVREUR	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Gymnase Antoine de Saint Exupéry
SAUVEGARDE 95	M. Xavier PRAT	2 rue du lendemain	95800	CERGY	Gymnase la Ravinière
CERGY PONTOISE BASKET BALL	M. Malick DIALLO	5 passage du Lycée Complexe Sportif des maradas	95300	PONTOISE	Gymnase la Ravinière
EACPA ATHLETISME	M. Philippe FAVREAU	6 passage du Lycée Complexe Sportif des maradas	95300	PONTOISE	Gymnase Antoine de St Exupéry et Piste d'athlétisme du Stade Christian Léon -Gymnase la Ravinière
ESPOIRS GYMNiques D'OSNY	Mme Anne-Sophie LOUREIRO	1 rue de Marines	95640	LE HEAULME	Gymnase la Bruyère n°2
EX EAEQUO	M. Christophe LEFEVRE	20 Places des Touleuses	95000	CERGY	Gymnase de la Ravinière – Gymnase Antoine de Saint Exupéry
LES LYS D'OR	Mme Michèle RONDEAU	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Gymnase Antoine de St Exupéry
OSNY UNITED	M. Ahammathou MOUGAMMADOU	Terrasses de la Ravinière – Bâtiment 7	95520	OSNY	Gymnase Antoine de St Exupéry et de la Ravinière- Gymnase Roger Moritz

Réception par le préfet le 12/07/2024

CLUB PROTECT 95	M. Philippe NGUYEN	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Gymnase Antoine de St Exupéry
A.T.L.O	M. Pascal DEBANNE	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Gymnase Roger Moritz- Courts couverts et extérieurs du SCL, le Chalet, Courts extérieurs de l'Espace François Villon- Gymnase Saint Exupéry
U.N.S.S. COLLEGE LA BRUYERE	Mme Laila BENHALLAM MEKKAOUI	118 chaussée Jules César	95520	OSNY	Gymnase la Bruyère n° 2 – Plateau Sportif- Gymnase Antoine de St Exupéry- Terrains de football du stade christian Léon
A.V.O.P	M. Christophe NOUCHI	Hall Philippe Hemet Pierre de Coubertin	95300	PONTOISE	Gymnase Roger Moritz, terrains de beach volley du SCL,
UNSS LYCEE PAUL EMILE VICTOR	Mme Catherine MASSON	116 rue de Livilliers	95520	OSNY	Gymnase Roger Moritz – Stade Christian Léon Terrain n°1 et n°2 -
LES ARCHERS DE GROUCHY	M. Michel SIEPI	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Gymnase Roger Moritz, Terrain de tir à l'arc de la Plaine des Sports, local
CERGY BOXE FRANCAISE	Mme Loeva LEFEVRE	Gymnase de Gency- Rue du Pampre d'or	95000	CERGY	Gymnase de la Ravinière
JUDO CLUB D'OSNY	Mme Jullian Rasolomalala	Dojo rue de chars	95520	OSNY	Dojo
OSNY FOOTBALL CLUB	M. Farid ZIDHNAL	Stade Christian Léon Rue de Chars	95520	OSNY	Terrains 1 et 2 , Espace d'accueil et de convivialité, loge d'accueil, local laverie, vestiaires , local matériel et container extérieur du Stade Christian Léon
OSNY THAI BOXING	M. Carlos TEIXEIRA	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Dojo
ASB OSNY BOULES LYONNAISES	M. Hugues GUERIMAND	84 chaussée Jules César	95520	OSNY	Terrain de Boules Lyonnaises – Bungalow de la Plaine des Sports
BMX OSNY CLUB	M. Thierry CHIN	14 rue William Thornley	95520	OSNY	Piste de BMX – garage vélos – Salle de convivialité et vestiaires de la Plaine des Sports
OSNY PETANQUE	M. Michel CAZALY	72 rue du Général Leclerc	95310	SAINT OUEN L'AUMONE	Terrain de Pétanque – Bungalow de la Plaine des Sports
KARATE WADO RYU OSNY	Mme Anne-Sophie BIGATTIN	Stade Christian Léon – Rue de Chars	95520	OSNY	Dojo – Salle de motricité de l'école Yves Leguern
U.N.S.S COLLEGE MARIE JOSE PEREC	Mme Catherine LE TROADEC	131 rue de Livilliers	95520	OSNY	Stade Christian Léon N°1 -Dojo – Gymnase Roger Moritz-

Article 2 :

PRECISE que les modalités des mises à disposition susmentionnées feront l'objet d'une convention individuelle avec chacune des associations mentionnées à l'article 1, définissant les jours et heures concernés ainsi que la durée de leurs conventions conformément au modèle annexé.

Article 3 :

DIT que lesdites mises à disposition sont accordées à titre gracieux.

Article 4 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas d'acte individuel, ou de sa publicité, et de sa transmission au représentant de l'état.

Fait à OSNY, le 12 JUL. 2024

Le Maire
Jean-Michel LEVESQUE

OSNY
VAL DE VIOSNE

R é p u b l i q u e F r a n ç a i s e



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION ANNUELLE DE LOCAUX 2024-2025

PRÉAMBULE

La présente convention a pour objet la mise à disposition à titre gracieux des locaux cités en article 1 à destination :

- Des associations dans le cadre d'une activité qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général ou de l'intérêt public local et qui se situe en dehors du champ concurrentiel
- Des établissements scolaires de la ville
- À tout organisme exerçant une mission de service public bénéficiant à tous

ENTRE LES SOUSSIGNÉS D'UNE PART,

La ville d'Osny, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, ci-après dénommée «la ville».

ET D'AUTRE PART,

Le bénéficiaire :

dont le siège est situé :

représenté par

ci-après dénommé «l'occupant».

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – LOCAUX ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION

La ville d'Osny met gracieusement à disposition de l'occupant les locaux suivants aux jours et horaires suivants :

Lieux	Adresse	Jours	Horaires
.....

En cas de demande exceptionnelle de modification ou d'ajout de créneaux en dehors des créneaux indiqués ci-dessus, l'occupant devra formuler sa requête par mail **un mois au moins avant l'évènement** :

à sport@ville-osny.fr pour les équipements sportifs.

Exceptionnellement, la Ville se réserve le droit pour motif d'intérêt général de suspendre momentanément, la mise à disposition des lieux, objet de la présente convention, sans que l'occupant ne puisse prétendre à aucune indemnisation.

L'occupant s'oblige, s'il ne devait pas utiliser l'ensemble des créneaux réservés pour ses activités, à en informer préalablement la Ville.

A l'inverse, si de nouveaux créneaux réguliers étaient souhaités en cours d'année, l'occupant devra en faire la demande et un avenant à cette convention sera établi.

ARTICLE 2 – LA DURÉE

La présente convention est consentie et acceptée pour la saison 2024-2025, du au

ARTICLE 3 – DESTINATION DES LOCAUX PRETES

La mise à disposition des locaux a pour objet de permettre des activités en lien avec l'objet statutaire de l'occupant à l'exclusion de toute autre activité.

La présente convention étant consentie intuitu personae, toute cession des droits en résultat est interdite. De même, l'occupant s'interdit de sous-louer tout ou partie des équipements, objet de la présente convention et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 4 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DE STOCKAGE EN LIEN AVEC LA PRESENTE CONVENTION

En cas de mise à disposition d'un local destiné au stockage, au rangement ou à l'archivage de ses biens, l'occupant pourra utiliser ce local dans les conditions d'occupation suivantes :

- L'occupant entrepose ses biens sous sa propre responsabilité, étant rappelé que la ville d'Osny est en droit de connaître les biens entreposés dans le local ;
- La responsabilité de l'occupant sera engagée si des dommages sont occasionnés du fait de ses biens à d'autres biens que les siens et à des tiers.
- L'occupant reste gardien des biens entreposés dans son local de stockage en lien avec la présente convention au sens de l'article 1242 alinéa 1 du Code Civil ; la ville n'est, de ce fait, pas responsable de l'accès au local par un tiers, ni des vols de biens et marchandises.
- L'occupant s'engage à ne pas stocker dans les locaux des bouteilles de gaz ou toutes autres matières dangereuses pour la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 5 – REGLEMENT INTERIEUR DU LOCAL MIS A DISPOSITION

L'occupant reconnaît avoir pris connaissance et accepte les conditions du règlement intérieur des locaux mis à disposition.

Il s'engage à le porter à la connaissance des participants et à le faire respecter. Le règlement intérieur remis à l'occupant est également affiché dans l'équipement concerné.

ARTICLE 6 – CHARGES ET OBLIGATIONS DE LA VILLE

La ville assure à l'occupant une jouissance paisible des lieux pendant la durée de la convention et prend en charge :

- Les frais d'électricité
- Les frais de chauffage
- L'entretien des locaux.

La ville s'engage par ailleurs, à maintenir les lieux clos et couverts suivant l'usage, dans les conditions propres à en assurer la complète sécurité et la salubrité.

ARTICLE 7 – CHARGES ET OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'occupant s'engage :

- À ouvrir et à fermer les locaux mis à sa disposition en cas d'astreinte ou d'absence autorisée du gardien (ou agent de la commune). Des clés codées (ou non codées) permettant d'ouvrir les locaux mis à disposition sur les jours et créneaux réservés sont remises à la signature de ladite convention. L'usage des clés est sous la responsabilité de l'occupant.
- En cas de perte ou de vol de la clé, à informer la ville qui procèdera à son remplacement, (le coût sera à la charge de l'occupant).
- À la fermeture, à mettre l'équipement en sécurité, selon les consignes transmises par le représentant de la commune.
- À la fin de la saison sportive, à remettre les clés codées au service des sports. Les clés seront ainsi recodées pour la saison N+1 et transmises(s) à l'occupant en début de saison en cas de nouvelle mise à disposition.
- À ne pas modifier l'usage et la destination du ou des locaux mis à disposition.
- À maintenir en bon état de propreté, d'entretien, d'utilisation, de fonctionnement, et de sécurité les lieux, aménagements, mobiliers ou matériels utilisés.
- À ranger le matériel utilisé dans les locaux prévus à cet effet.
- À répondre des dégradations et des pertes qui lui sont imputables (à l'exclusion d'une faute résultant d'un tiers ou de l'état de vétusté). Il sera alors tenu de remplacer à l'identique tout élément dégradé ou perdu.
- À signaler à la ville dans les plus brefs délais toutes dégradations ou dysfonctionnements qu'il constaterait.

ARTICLE 8– ASSURANCE

Lors de la signature de la présente convention l'occupant devra fournir une attestation d'assurance en responsabilité civile couvrant toute la durée de la convention pour garantir l'assuré en cas de dommage matériel, immatériel ou corporel à un tiers les tiers et le matériel contre les dommages. L'occupant ne peut exercer aucun recours contre la ville en cas de vol.

ARTICLE 9 – HYGIENE ET SECURITE

A) En cas d'absence d'agent de la Commune dans les locaux mis à disposition :

Conformément aux dispositions prévues au règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, notamment les articles MS 46 à MS 52 de l'arrêté du 25 juin 1980, la délégation de surveillance de l'exploitant à l'occupant est envisagée selon les conditions suivantes : l'occupant organise le service de sécurité pour les créneaux mis à sa disposition selon les conditions figurant dans l'annexe.

Cette annexe « Sécurité-incendie » est intégrée au registre de sécurité. Elle fait corps avec la convention et aura une valeur identique à celle-ci.

Les missions de ce service de sécurité sont assurées par les personnes désignées par l'occupant et citées en annexe.

Toutes les personnes désignées seront informées avant toute mise à disposition, de l'ensemble des moyens de secours dont dispose l'établissement et pour ce faire devront procéder à une visite de l'équipement et à une reconnaissance des voies d'accès et des issues de secours en présence d'un agent de la ville.

B) En présence d'un ou plusieurs agents de la commune :

La sécurité incendie sera assurée par un agent de la Commune.

ARTICLE 10 : PUBLICITÉ

L'apposition de panneaux publicitaires pourra être autorisée, après demande écrite, selon les conditions ci-après :

- Détermination des emplacements, nombre et dimension des panneaux
- Communication par écrit de la liste des annonceurs ou publicitaires

La pose des panneaux publicitaires est réalisée par l'occupant mais est soumise à un contrôle technique d'agent qualifié avant toute ouverture au public.

Les panneaux publicitaires seront en accord avec le respect de la loi Evin n°91-32 du 10 janvier 1991 et aucune forme de publicité pour les cigarettes et les alcools ne devra être faite (loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme).

ARTICLE 11 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit à tout moment par la ville sans que l'occupant ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit :

- En cas de non-respect des clauses de la présente convention par l'occupant,
- Dans la mesure où la ville souhaite réaffecter l'utilisation des locaux mis à disposition de l'occupant pour des motifs d'intérêt général,
- Dans les cas où les locaux mis à disposition font l'objet d'une mesure d'urbanisme.

La résiliation prendra effet immédiatement dès réception d'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant la résiliation.

Pour tout autre motif, la présente convention pourra être résiliée par l'une des parties, par courrier recommandé avec accusé de réception. La résiliation dans ces conditions prendra effet dans les 15 jours après réception par l'autre partie dudit courrier.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litiges soulevés par l'exécution de la présente convention, la juridiction compétente est celle du tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Les parties conviennent cependant, de ne recourir le cas échéant, à une procédure contentieuse, qu'après avoir utilisé la procédure de conciliation.

Fait à Osny, le

Pour l'occupant,
Son représentant légal

Pour la ville,
Le Maire



Jean-Michel LEVESQUE



Signatures précédées de la mention « lu et approuvé »